



China Institute

Economics - Politics - International Relations

Les entretiens du China Institute



Entretien avec

M. Bertrand Badie

Professeur des universités en science politique à Sciences Po.

Il a été Vice-Président de l'Association internationale de Science Politique (2006-2009). Bertrand Badie a publié de nombreux livres et articles sur les relations internationales et leur théorie. Il s'est en particulier intéressé au phénomène de mondialisation et à ses effets sur les relations internationales.

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, notamment la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

www.china-institute.org

Le présent document relève de la propriété intellectuelle du China Institute. Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement du China Institute sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le China Institute comme source.

Estimez-vous que la politique étrangère française a été redéfinie en profondeur depuis le changement de gouvernement en Mai dernier ou bien pensez-vous que la continuité entre les deux gouvernements prime finalement ?

Redéfinie en profondeur, certainement pas. D'ailleurs la politique étrangère a été la grande absente de la campagne électorale. J'ai toujours été frappé, en tant qu'observateur, mais aussi en tant que citoyen, par le fait que la gauche ne se soit jamais vraiment employée, en tout cas sous la Ve République, à définir ce que pouvait être une politique étrangère de gauche. Sur certains points, il y a certes une volonté de se démarquer des précédents gouvernements, mais ces points ne sont pas si nombreux dans la réalité.

Sur les principaux dossiers on retrouve même, pour reprendre votre formule, une assez remarquable continuité: la question iranienne, le conflit israélo-palestinien, la réintégration de la France dans l'Otan et ce, quelles que soient les précautions rhétoriques. De façon plus générale, la vision est la même sur l'insertion de la France dans l'Alliance Atlantique, le regard porté vers le Sud, les considérations plus ou moins affirmées pour le multilatéralisme. En ce qui concerne ces dossiers là, je ne vois pas de changements.

C'est d'autant plus étrange que nous sommes dans une période de crise, crise qui ne devient compréhensible que si elle est étudiée à l'échelle mondiale. Donc nous aurions pu nous attendre à une contextualisation internationale pour amorcer une réflexion sur la manière de gouverner la crise ou de gouverner dans la crise. Et elle manque.

Pourquoi? Pourquoi n'y a-t-il pas de rupture ou de débat, pourquoi n'y a-t-il pas eu l'expression d'une politique étrangère de gauche?

Probablement parce qu'en France comme dans plusieurs pays - mais en France tout particulièrement - les partis politiques sont divisés sur les questions internationales. Il y a une gauche atlantiste, et une gauche anti-atlantiste. Il y a une droite atlantiste et une droite d'inspiration gaulliste anti-atlantiste ou, en tous les cas, sceptique à l'égard de l'atlantisme. Il y a une gauche pro-européenne et une gauche anti-européenne. Une droite européenne et une droite anti-européenne. Une gauche pro-palestinienne et une gauche pro-israélienne. Une droite pro-israélienne et une droite pro-palestinienne.

C'est pourquoi on a le sentiment qu'en France, la question internationale est presque tabou et que sous le prétexte, d'ailleurs fallacieux, que ça n'intéresse pas l'opinion publique, on ne la soulève pas, de peur d'accentuer les divisions à l'intérieur du camp. Je pense même que cette division va peut être en se renforçant. Cela, parce que le courant néo-conservateur a quelque peu touché la gauche également. Il ne faut pas croire que les néo-conservateurs – symbolisés par un certain « messianisme botté », qui voudrait faire progresser le modèle occidental partout dans le monde – soit uniquement une posture de droite. Aux États-Unis, il vient de la gauche démocrate, et on ne s'étonnera pas qu'en France il puisse en être de même.

Par exemple, en France, certaines personnes de gauche – ou se réclamant de gauche – ont appuyé bruyamment ou discrètement l'intervention américaine en Irak. De même, lors de l'intervention occidentale en Libye, les voix de contestation à gauche étaient très discrètes. Donc la gauche est toute aussi touchée par la mouvance néo-conservatrice, ce qui constitue peut-être une raison de plus pour ne pas lancer de grand débat. De ce point de vue, c'est peut-être un échec de François Hollande.

Un autre facteur de continuité tient à la difficulté de changer de politique étrangère : on ne change pas celle-ci comme on change de chemise ! Il y a eu une rupture dans la politique étrangère française que je situerais entre 2004 et 2007, alors que, depuis

1959, la continuité avait primé. Donc on ne peut pas s'attendre à ce qu'il y ait une rupture post -2004-2007, seulement 5 ans après.

S'il n'y a pas de rupture, pouvons-nous au moins constater un changement de méthode dans l'approche de la politique étrangère française ?

En matière de « méthode » certainement, mais là aussi il faut être prudent. On a noté avec quels soins François Hollande et son Ministre des Affaires Étrangères Laurent Fabius rendaient hommage aux Ambassadeurs Français dont on sait qu'ils avaient été forts malmenés par Nicolas Sarkozy. Il y a donc une réhabilitation du métier de diplomate, ce qui n'est que justice en France, pays qui se recommande par une diplomatie reconnue partout dans le monde comme compétente et performante.

Dans le même sens, il y a un style Hollande qui se distingue du style Sarkozy en cela qu'il est moins brutal – je pense par exemple à la question Turque. Il n'est pas sûr qu'il y ait une différence très forte entre Nicolas Sarkozy et François Hollande sur le fond de la candidature turque, mais il y a une différence de ton extrêmement sensible. Je pense aussi à ce qui se fait à l'intérieur de l'Europe, à cette volonté affichée de François Hollande qui était de se rapprocher des chefs de gouvernement de pays en difficulté, même si ce sont des leaders de droite. Je pense à Rajoy en Espagne, je pense également à ces deux « super technocrates » qu'étaient Monti en Italie et Papademos en Grèce ou au successeur de ce dernier.

Il y a peut-être également davantage de respect pour les institutions et plus de sensibilité à l'égard des pays en voie de développement. Mais après tout cette sensibilité ne s'exprime pas tellement et on a vu François Hollande se comporter avec les Princes Africains un peu comme le faisait Nicolas Sarkozy. En ce sens, la rupture

n'est pas très sensible, elle n'est même pas à l'échelle du discours de La Baule de François Mitterrand en 1990.

Donc pour conclure, le changement de méthode est certain, mais les implications ne sont pas si spectaculaires.

On peut donc regretter que la politique étrangère ne soit pas assez mise en avant dans la nouvelle politique du gouvernement ?

On peut en effet regretter deux choses : tout d'abord, que la politique étrangère ne soit pas un objet de débat public en France, et se trouve d'un certain point de vue ainsi soustraite à la démocratie. On peut ensuite regretter que l'alternance ne soit pas une chance pour renouveler les politiques étrangères.

L'une des vertus de l'alternance – et donc l'une des vertus de la démocratie - c'est de tenter autre chose, lorsque certaines formules ont échoué. La France n'a jamais su – comme d'ailleurs ses partenaires occidentaux – entrer clairement et convenablement dans la mondialisation. Si la gauche avait pris la précaution de définir ce qu'est une vision de gauche de la mondialisation, on aurait pu, à la faveur de l'alternance, tenter autre chose, et en tout cas lancer un débat qui manque sur la scène internationale

En réalité, nous sommes obsédés par la mondialisation mais nous en sommes aussi effrayés et c'est pourquoi nous ne parvenons pas à la concevoir, la construire et la voir dans toutes ses implications. C'est une très grande faiblesse. Une faiblesse qui nous distingue par exemple de nos amis et partenaires chinois, qui ont une vision, je pense, beaucoup plus moderne et réelle de ce qu'est la mondialisation. L'une des critiques que je ferai au pouvoir actuel, c'est qu'en refusant de définir ce qu'est une mondialisation de gauche et en se focalisant sur ce concept facile qu'est la «démondialisation» - qui ne

veut strictement rien dire- on perd ainsi l'occasion de renouveler notre vision et notre posture.

Au niveau des relations franco-chinoises, quels sont selon-vous les principaux changements que François Hollande a impulsés?

Il serait facile de trouver quelques têtes d'épingles, mais je crois qu'il est encore trop tôt car c'est vraiment très peu lisible. On se rappelle ce fameux contact dans la dernière semaine de la campagne électorale entre François Hollande et l'Ambassadeur de Chine : il y avait un réel désir des deux côtés de mieux se connaître. Cela se traduira-t-il par quelque chose de clair ? Pour ma part, je n'ai rien entendu de facilement décriptable quant à la posture de la France à l'égard de la Chine depuis la dernière élection.

Laurent Fabius, dans son discours en Chine (juillet), avait insisté sur l'économie (qui consistait la première partie de son propos). De plus, une tendance vers une diplomatie plus fortement orientée vers l'économie a été défendue par François Hollande et son gouvernement lors de la conférence des Ambassadeurs (septembre). Cela veut-il dire que la diplomatie française à l'égard de la Chine va être principalement déterminée par des considérations économiques?

Je crois que cela fait longtemps que tout le monde avait en tête que l'un des paramètres fondamentaux de notre relation avec la Chine était le paramètre économique. J'ai noté, comme vous, que la relance de la diplomatie économique était le thème central de la Conférence des Ambassadeurs mais ce serait faire injure aux pouvoirs qui se sont succédé auparavant que de considérer qu'ils marginalisaient ou laissaient de côté cette question. La diplomatie économique est devenue un élément

essentiel de la diplomatie il y a déjà longtemps, je ne pense donc pas qu'il faut trop se laisser impressionner par des effets d'annonce.

En revanche, je crois que nous avons encore en France une vision frileuse, je dirais même peureuse, de ce qu'est le rapport de la Chine à la mondialisation de l'économie. Cette vision se traduit même parfois par des manifestations de sinophobie que je trouve particulièrement ridicules. On nous explique à la télévision que le lait chinois empoisonne les nourrissons, que les canapés fabriqués en Chine brûlent les jambes de leurs propriétaires et que les contrefaçons de certains polos peuvent porter atteinte à la qualité de la semence masculine. Je pense que, si ce genre d'attitude s'installe, aggravé par tous les discours sur la délocalisation et ce qui s'ensuit, il peut en résulter une sinophobie structurelle qui serait, à mon avis, une lecture complètement déplacée et dangereuse des nouvelles relations internationales.

Selon-vous, quels devraient être les moteurs du développement de la relation franco-chinoise –en particulier dans le domaine économique- sous la présidence de François Hollande ? Comment peut-on conjuguer impératifs économiques, politiques, idéologiques ?

Je disais tout à l'heure que la Chine est peut-être, de tous les États du monde, celui qui a le mieux compris la mondialisation. D'un certain point de vue cela se comprend très aisément, car l'émergence de la Chine a eu lieu dans le contexte de la mondialisation. La Chine n'a donc plus cet héritage westphalien qui nous caractérise et que nous portons si lourdement. Nous restons prisonniers de notre vision passée, qui est celle de relations internationales fondées sur la compétition entre États et sur l'idée classique de la guerre.

La Chine, elle, a une histoire impériale multimillénaire qui s'est constamment traduite par une certaine ignorance de l'altérité – la compétition avec les voisins n'était

pas l'élément essentiel de sa dynamique politique. Ainsi, entrée dans la modernité, son problème n'était pas celui de la compétition avec tel ou tel autre État, mais celui de son accomplissement propre au sein d'une mondialisation qui devait l'aider. Cette posture là, nous n'arrivons pas à l'avoir parce que nous ne nous sommes pas détachés du schéma de la compétition westphalienne. Au pire, cela nous conduit à cette obsession de désigner des ennemis et de les réchauffer en notre sein ne serait-ce que pour survivre, tant l'idée que l'on ne peut survivre dans le système international qu'en étant en compétition violente avec les autres est profondément ancrée dans les mentalités. Au mieux, cela nous conduit vers ces figures passéistes et paralysantes d'alliance, de connivence, de diplomatie de clubs. Mais à mon avis, ce sont là de faux-fuyants dans la mondialisation telle qu'elle est aujourd'hui.

Parler avec la Chine, c'est parler de mondialisation, d'intégration économique et d'interdépendances économiques. J'ai toujours dit que je considérais que la Chine n'avait aucun intérêt à voir s'effondrer les économies européennes et américaines, puisqu'elle en est devenue plus ou moins le principal financier. Donc je pense qu'il faut construire les relations avec la Chine en se fondant sur cette notion d'interdépendance, plutôt que sur une vision périmée de la compétition, voire de l'ennemi.

Par ailleurs travailler l'idée d'interdépendance signifie deux choses. Cela signifie d'abord le besoin de réinvestir les institutions multilatérales. La gouvernance globale c'est la gouvernance de tous par tous. Ce n'est pas la gouvernance par un club. En ce sens, la gouvernance du G8 ne me paraît pas bonne. Il faut donc repenser avec nos partenaires chinois ce que pourrait être un multilatéralisme réactivé. Mais la contrepartie de cela, et c'est le deuxième point que je voulais mettre en évidence, consiste à faire comprendre au peuple chinois que la mondialisation et l'interdépendance ne vont pas dans un seul sens. Entrer dans la mondialisation, c'est aussi accepter ses règles. Certains archaïsmes en Chine doivent être dépassés par une entrée de plain-pied dans la mondialisation. On ne peut pas à la fois entrer dans la mondialisation afin de participer au commerce mondial, et refuser d'y entrer par

exemple en bloquant certains sites internet, en maintenant une politique archaïque en matière des Droits de l'Homme ou en refusant l'échange à parité. Tout cela doit être effectivement repensé de part et d'autre.

Malheureusement, et j'insiste sur le « malheureusement », des questions aussi importantes que celles que je viens d'aborder (les droits de l'homme, les échanges, la gestion des biens communs de l'humanité) doivent être pensées ensemble, alors que nous avons eu l'habitude de vouloir en définir les règles, et de les imposer ensuite. C'est là le malheur. Et si nos partenaires chinois ont souvent fait preuve de crispation dans ce domaine, c'est parce qu'ils avaient l'impression –non erronée– que l'on voulait leur imposer des règles pré-construites, c'est-à-dire conçues par l'Occident avant eux, notamment au cours de la période 1945-1989, et sur lesquelles il faut s'aligner. Cela n'est pas possible, et donc il faut tout repenser ensemble et à parité.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme date de 1948, donc elle doit être enrichie. Mais elle ne peut être enrichie que par la participation de tous à sa définition, et non en imposant la rédaction occidentale aux autres, sous prétexte qu'elle est le produit d'une histoire plus avancée ! De même que les grands thèmes de gouvernance - qu'il s'agisse des questions environnementales, de développement, de sécurité alimentaire ou sanitaire et de bien d'autres secteurs - doivent être repensés ensemble, et à parfaite parité.

Bien évidemment, ce n'est pas facile de tout faire ensemble lorsque le monde compte 193 Etats. Mais l'on peut quand même envisager des structures de concertation qui précéderaient ce multilatéralisme global et dans lesquels se retrouveraient peut-être des puissances dont le poids est supérieur aux autres, mais qui ne seraient pas un club comme l'est le G8. Ces structures seraient vraiment l'expression forte de cette volonté de travailler tous ensemble, quelles que soient l'histoire, l'économie et la culture d'origine.

François Hollande, mais aussi Laurent Fabius, notamment dans leurs discours lors de la conférence des Ambassadeurs, ont beaucoup insisté sur le fait que les Droits de l'Homme constituent un pilier de la politique étrangère française. Concrètement, comment cela devrait-il se traduire dans le cas de la Chine ?

Entendons-nous bien, et pour reprendre ce que je disais tout à l'heure, je ne pense pas que les Droits de l'Homme puissent être le pilier d'une politique étrangère, au sens hélas trop courant d'un instrument de celle-ci. En effet, si on pose l'équation de cette manière, cela veut dire que l'on pense immédiatement les Droits de l'Homme en termes de rapports de puissances et d'instruments de puissance. Utiliser la question des Droits de l'Homme pour s'affirmer face à la Chine n'est pas une proposition acceptable. Les Droits de l'Homme ne peuvent être posés que sur le plan global, c'est à dire sur le plan d'une gouvernance globale, d'un multilatéralisme global.

Lorsque telle ou telle politique étrangère confisque la notion des Droits de l'Homme dans son dialogue avec un autre État, cela me paraît triplement dangereux. Premièrement parce que cela éveille immédiatement la méfiance de celui auquel on s'adresse. Deuxièmement parce qu'il n'y a pas dans le monde d'État angélique, et que les États occidentaux, qui ont en particulier cette manie de se présenter comme étant les inventeurs des Droits de l'Homme, ont passé leur temps dans leur Histoire et encore aujourd'hui, à les violer de manière absolument scandaleuse, notamment lors de leurs expéditions en Chine au cours du XIXe siècle, et encore longtemps après. Enfin, parce que je pense que les Droits de l'Homme ne fonctionneront que lorsque le monde entier aura le sentiment qu'ils sont le patrimoine de tout le monde de façon égale.

Faire des Droits de l'Homme un instrument de l'un contre l'autre, c'est les présenter de manière confiscatoire et unilatérale. Les Droits de l'Homme appartiennent autant aux Chinois qu'aux Français. Ils ne seront solides et crédibles que lorsqu'ils auront été élaborés en commun. Le grand malheur c'est que la Chine d'aujourd'hui considère que

les Droits de l'Homme, tels qu'on les prononce aujourd'hui dans les chancelleries occidentales sont une invention des Occidentaux, à laquelle ils n'ont pas participé.

Pour finir, pensez-vous que le quinquennat de François Hollande pourra déboucher sur une nouvelle donne des relations franco-chinoises?

Je n'y crois pas beaucoup pour les raisons que j'ai évoquées au début de cet entretien. Autant je pense qu'il serait nécessaire de repenser et relancer nos relations avec la Chine, autant je crois que cela ne serait possible qu'à partir d'une analyse en profondeur des paramètres internationaux nouveaux, ce qui n'est jamais fait. Donc je ne crois pas à des changements venant d'en haut, c'est-à-dire venant de la strate gouvernante, et soufflant une politique nouvelle. En revanche je crois justement à l'inverse. Nous sommes maintenant dans la mondialisation et l'une des caractéristiques de la mondialisation ce sont ses sept milliards d'acteurs. Les sociétés sont aujourd'hui beaucoup plus fortes qu'elles ne l'étaient autrefois et je sens qu'il y a, venant des sociétés, une pression très grande et très forte pour justement repenser les rapports internationaux, et notamment ceux qui structurent la mondialisation. C'est peut-être de là que vient l'espoir. C'est-à-dire celui d'un souffle social, venant des sociétés occidentales vers la Chine.

Mais ceci à deux conditions.

Pour les Occidentaux, c'est qu'ils ne tombent pas dans une sinophobie qui m'inquiète beaucoup et que l'on retrouve à tous les niveaux. Les syndicats ouvriers sont persuadés que la Chine leur coûte des emplois, le patronat considère qu'il se fait prendre des parts de marché par la Chine, la classe politique trouve cela nettement plus confortable de suivre tout le monde et d'aboyer avec les loups et les intellectuels y prennent part souvent par facilité. Tout cela conduit à une sinophobie rampante, qui pourrait conduire à la fermeture et à l'immobilisme.

Il faudrait également des efforts de la part des Chinois. Il faudrait que les sociétés chinoises accueillent véritablement les Occidentaux et ne les considèrent pas comme des quantités négligeables et marginales. Il faudrait vraiment qu'on puisse monter des collaborations entre sociétés chinoises, européennes, occidentales, afin d'avoir davantage d'échanges sur le plan scientifique, académique, universitaire, touristique, etc. Il faut en fait renforcer la connaissance mutuelle des peuples, car les peuples qui se connaissent s'aiment toujours. Et les peuples qui ne se connaissent pas se caricaturent toujours.



| contact@china-institute.org |